

*Le budget—M. Kaplan*

• (1640)

L'écart entre l'impôt des sociétés et celui des particuliers est intéressant à étudier. On tend non pas à faire payer plus d'impôt aux sociétés, mais plutôt à leur en faire payer moins tout en haussant l'impôt des particuliers, et cela, dans un contexte d'une prospérité économique croissante et d'une augmentation des bénéfices des sociétés.

Nous savons pourquoi le gouvernement ne veut pas imposer aux sociétés un fardeau fiscal équitable. C'est pour faire plaisir aux Américains qui retirent des revenus indirects de l'économie canadienne par le biais de leurs sociétés. Un nombre croissant de nos sociétés appartiennent aux États-Unis. Les choses étaient très différentes lorsque les libéraux étaient au pouvoir, mais, depuis la venue des conservateurs, nous voyons notre économie devenir lentement la chose des Américains. A moins d'imposer ces sociétés pleinement, en tout cas plus qu'à l'heure actuelle, les particuliers, surtout les citoyens canadiens, vont payer plus qu'ils ne devraient, et les sociétés, dont un nombre toujours croissant passent aux mains d'Américains, vont payer de moins en moins. C'est absolument inacceptable.

L'imposition des sociétés est un moyen de garantir qu'il sera prélevé une juste part d'impôts sur tous les revenus gagnés dans notre pays, par des Américains ou par des Canadiens, afin de maintenir les services publics. L'imposition devrait prendre la direction opposée. Les sociétés devraient payer davantage. Les fortunés devraient payer plus que les petits et moyens revenus, lesquels sont la vache à lait préférée du gouvernement.

**M. Loiselle:** Monsieur le Président, comme on dit, trop ne vaut rien.

J'aurais deux commentaires à faire en particulier sur les dernières observations du député. Il n'a pas lu le budget ou quelque chose cloche. Il parle d'un impôt des sociétés. Nous allons justement percevoir 1 milliard de plus des sociétés dans la prochaine année.

Il a commencé son discours en disant que nous aurions dû régler le problème du déficit quand nous sommes arrivés au pouvoir. Je lui rappelle que des collègues à lui ont dit à ce moment-là que nos mesures trop rigoureuses précipiteraient le pays dans une récession.

Nous avons réduit le déficit considérablement la première année, la deuxième et la troisième. Les taux d'intérêt élevés ont cependant déjoué nos plans. Nous tentons de nous attaquer à ce problème réel. Je trouve que

réduire le déficit de 10 milliards en quatre ans est un véritable exploit.

Il a parlé de circonstances économiques inhabituelles, exceptionnelles. Je tiens à lui rappeler que les programmes de péréquation ont également augmenté de 50 p. 100 au cours de l'année, de sorte que, conformément à nos programmes, une aide supplémentaire de 2 p. 100 est accordée aux régions défavorisées.

Quand le député parle de différences entre le Canada et les États-Unis, j'aime le voir s'envelopper dans le drapeau canadien, mais j'espère qu'il nous en laissera, car le pays nous tient à cœur tout autant qu'à lui. C'est pourquoi nous prenons ces mesures pour lutter contre le déficit et corriger le problème de la dette.

Il a dit que nous avons considérablement accru la dette. Je lui rappelle que les libéraux nous ont légué un déficit de 38 milliards de dollars. Nous avons lutté contre ce déficit pendant les quatre dernières années et nous avons fait des progrès appréciables. Nous continuerons en ce sens.

[Français]

**M. Kaplan:** Monsieur le Président, ce n'est pas vraiment une question que mon honorable collègue du côté ministériel m'a posée. Je suis quand même très heureux de faire mes commentaires sur les choses qu'il a soumises devant la Chambre. D'abord, il veut que je reconnaisse que les corporations paient un milliard de dollars de plus, selon le Budget. C'est vrai. Mais combien de plus paient les particuliers? Si on tient compte de toutes les augmentations d'imposition sur les particuliers, on voit que la proportion de l'augmentation change très peu et que ce n'est pas là un déplacement vers les corporations, et c'est sur ce fait que j'insiste. Je veux qu'à ce moment-ci le gouvernement change les proportions, pas seulement le chiffre global sur les corporations. J'insiste sur le fait que le gouvernement doit prendre plus des corporations en proportion du total qu'ils exigent en imposition.

[Traduction]

Je tiens également à confirmer son allégation que nous avons critiqué le budget que les conservateurs ont déposé en 1984. C'est bien vrai que nous l'avons critiqué. Le gouvernement était majoritaire et il y avait énormément à critiquer dans ce budget.

Le fait est que, quoi que les conservateurs pensent pouvoir faire pour réduire le déficit, leur tâche aurait été deux fois plus facile il y a quatre ans. Ils doivent admettre, lorsqu'ils sont entre eux, qu'ils ont commis une grosse gaffe dans l'orientation générale de leur politique économique. Ils auraient dû profiter de l'occasion qui leur était